



Union – Discipline – Travail

24 Avril 2023 12h15 – 13h45

CÔTE D'IVOIRE

LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT DANS UN PAYS EN PLEINE CROISSANCE ECONOMIQUE

Daouda OUATTARA

Chef de la Délégation du Pole Economique
Côte d'Ivoire / Region Auvergne Rhône-Alpes FRANCE



DISTRICT 1710

Conference – Interclub RC Lyon Est / RC Lyon Parc



INTRODUCTION

Grâce à son emplacement stratégique en Afrique de l'Ouest, la forte croissance de sa population majoritairement jeune, son potentiel économique dans tous les secteurs d'activités, la Côte d'Ivoire se présente comme une terre d'opportunités d'investissement.

Comme la plupart des pays en développement, la Côte d'Ivoire est confrontée à d'énormes défis. Elle a su se montrer résiliente face à la pandémie de la pandémie du Covid et subit les effets de la guerre russo-ukrainienne, le changement climatique et l'instabilités de certains pays voisins en proies au terrorisme dans le sahel. Malgré tout, le pays reste une nation dynamique et attractive pour les investisseurs étrangers.

Avant que nous discussions ensemble des opportunités d'affaires, j'ai tenu à vous présenter la situation actuelle du pays à travers deux instruments ; la Vision 2030 du président de la République et le dernier Plan national de Développement (PND 2022-2025. Le programme de gouvernance « Côte d'Ivoire solidaire » s'intègre parfaitement à ses deux instruments.

SITUATION ÉCONOMIQUE

La Côte d'Ivoire avec ses 29 millions d'habitants, selon les résultats du RGPH 2021 fait figure de puissance économique sous régionale, contribuant à 40% du PIB de l'UEMOA et des exportations de la zone. 1^{er} producteur mondial de cacao (plus de 40% de part de marché) et d'anacarde (autour de 20% de la production mondiale).

Le secteur primaire, principalement axé sur l'agriculture, représente 22% du PIB ; le secteur secondaire, qui compte également pour environ 23% du PIB, concerne principalement le raffinage de pétrole, l'énergie, l'agro-alimentaire et le BTP ; enfin, le secteur tertiaire, pour environ 55% du PIB, est dominé par les télécommunications, les transports, le commerce et les activités financières.

La Côte d'Ivoire présente des signes de transformation structurelle, comme en témoignent l'émergence d'une transformation locale de matières premières et la diversification des exportations.

Avec ses infrastructures modernes, ses chantiers économiques divers et porteurs, la Côte d'Ivoire est un pays en plein essor économique et social qui continue d'être l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique. Les opportunités d'investissement sont nombreuses et variées.



LES ENJEUX ECONOMIQUES

Le pays se relève des longues années de crises successives politiques et sociales. Depuis 2011, le pays tente de rattraper son déficit en infrastructures à travers la politique de grands travaux initiée par les autorités.

En 2020, du fait de l'impact de la COVID-19, la croissance a ralenti à +2% avant de rebondir à environ 7%, maintenant le pays parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique. L'économie du pays subit l'impact du conflit en Ukraine et l'instabilité sécuritaire dans le Sahel.

La Côte d'Ivoire reste également marqué par la persistance des disparités socio-économiques et géographiques majeures. L'espérance de vie à la naissance reste faible (57 ans). Le taux de pauvreté estimé à 35% depuis 2020, contre 39,4% en 2018 reste une préoccupation.

Des disparités géographiques majeures persistent entre Abidjan, la capitale économique, et le reste du pays. Par ailleurs, l'économie est largement informelle.

Le déficit budgétaire devrait être progressivement contenu à 4,7 % du PIB en 2022, puis à 3,8 % du PIB en 2023, grâce à un renforcement des réformes fiscales. Le pays reste toutefois exposé à un risque modéré de surendettement.





LA VISION CÔTE D'IVOIRE 2030



S.E.M. Alassane Ouattara
Président de la République de Côte d'Ivoire

« LA VISION 2030 », dont fait partie le programme "Une Côte d'Ivoire Solidaire" est un ambitieux programme qui favorisera la création de 8 millions d'emplois pour 19 millions de personnes en âge de travailler sur 35 millions habitants. Elle contribuera à réduire le taux de pauvreté en le ramenant de 39% à 20%, à doubler le revenu par habitant sur dix ans (de 1721 à 3440 dollars) et à accroître le taux d'investissement global de 22% à 40%.

Dans la vision 2030 du Président de la République, le gouvernement entend œuvrer au renforcement du partenariat Etat/secteur privé et faire en sorte que le secteur privé puisse contribuer à l'investissement à hauteur de 25% du Produit intérieur (PIB) et créer plus de 90% des emplois projetés à l'horizon 2030.

Depuis 2011, le gouvernement ivoirien a fait du secteur privé, l'acteur privilégié de la croissance économique. , premier employeur et principal contributeur avec 80% aux recettes de l'Etat.

D'importantes réformes ont été faites pour améliorer l'environnement des affaires et ainsi favoriser le développement d'un secteur privé dynamique et compétitif à l'échelle internationale, afin d'en faire un pourvoyeur d'emplois.



DE BELLES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES A L'HORIZON 2030

RICHESSE DU PAYS

En 2030, le PIB ivoirien devrait franchir la barre des 100 milliards de dollars PIB.

Un revenu par habitant d'environ 4 000 dollars

Un rythme de croissance de 7 % par an sur la période, restant dans le peloton des 10 économies les plus dynamiques du monde.

EMPLOI ET PAUVRETE

En 2030, 8 millions d'emplois supplémentaires seront créés.

Le Taux de pauvreté devrait être en dessous de 20 % de la population.

L'espérance de vie serait alors de 67 ans faisant de la Côte d'Ivoire un pays intermédiaire à revenu supérieur, avec une classes moyennes importante.

POPULATION EN 2030

la population du pays avoisinera les 34 millions d'habitants contre 29 millions actuellement avec une grande majorité de jeunes de moins de 30 ans



LE PND 2021 - 2025

« Réaliser la transformation économique et sociale nécessaire pour hisser la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure »

SECTEUR PRIVE ET INDUSTRIALISATION DE SECTEUR AGRICOLE



SECTEUR PRIVE

Moteur de la croissance économique du pays



INDUSTRIALISATION DU SECTEUR AGRICOLE

Un soutien massif à l'industrialisation et à la modernization des pratiques agricoles



DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

PND 2021-2025 : 105 MILLIARDS DONT 75 MILLIARD DU SECTEUR PRIVE

Bâtir le futur avec un budget de 105 milliards de dollars. C'est le montant des investissements que compte mobiliser le gouvernement pour concrétiser le Plan national de développement (PND) qui couvre la période 2021-2025.

Pour tenir les objectifs du PND et de la Vision 2030, la Côte d'Ivoire mise sur six piliers que sont :

l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ; le développement du capital humain et la promotion de l'emploi ; le développement du secteur privé et de l'investissement ; le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ; le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique et le renforcement de la gouvernance, la modernisation de l'État et la transformation culturelle.

le développement du secteur privé national et international via l'investissement direct extérieur est le cœur du PND et de sa réussite. Sur les 105 milliards de dollars prévus, plus de 75 milliards doivent provenir du privé.



L'INDUSTRIALISATION DU SECTEUR AGRICOLE IVOIRIEN

CACAO, ANACARDE, COTON ...

Depuis 1960, l'agriculture constitue le pilier majeur de l'économie. Elle emploie plus de 5 millions de personnes. Le pays veut accélérer l'industrialisation de son agriculture.

Au niveau du CACAO, il a été inaugurée mardi 2 novembre 2021 à Abidjan, la plus grande unité de transformation de fèves de cacao au monde. Le pays ambitionne d'atteindre une capacité de broyage de plus de 950 000 tonnes sur une production annuelle moyenne de 2 millions de tonnes.

Pour L'ANACARDE, le taux de transformation s'améliore et dépasse les 15 % de la production nationale grâce au Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA) – financé par la Banque mondiale.

Le COTON est le quatrième contributeur aux recettes d'exportation agricoles avec 520 000 tonnes faisant du pays le second producteur africain d'or blanc en 2021. Depuis l'ouverture de la saison 2022/2023, la filière est confrontée à des attaques de parasites qui ont affecté les belles perspectives de récoltes.

Le gouvernement prévoit de débloquer 34,52 milliards de francs CFA (56,7 millions \$) pour soutenir les producteurs de coton au cours de la campagne.

INCLUSION SOCIALE



PSGOUV 2 / PJGOUV

Programmes sociaux du gouvernement



POLITIQUE DE DESCENTRALISATION

Création de 14 District autonomes pour rendre plus efficace le contrôle de l'action de l'Etat,



LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Renforcement du dispositif de protection des populations en milieu rural et en particulier dans les régions du Grand Nord



L'INCLUSIVITE : L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

PS GOUV2 & PJ GOUV 2022-2023

L'engagement du chef de l'État à lutter contre les inégalités sociales se traduit par la mise en œuvre, dès janvier 2022 du deuxième programme social du gouvernement (PSGOUV 2) avec un coût global de 3 200 milliards de FCFA. Ce programme rend en compte la lutte contre la fragilité dans les zones nord frontalières ; l'éducation et la formation ; l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et l'autonomisation des femmes ; l'insertion professionnelle des jeunes, le service civique et les écoles de la deuxième chance ; la couverture sociale des populations précaires.

Le gouvernement qui a pris la pleine mesure de l'importance de la jeunesse qui constitue plus de 72% de la population vient d'adopter le PJ Gouv 2022-2023. ce programme permettra d'amplifier les actions en faveur des jeunes, à travers l'accélération de la formation, de l'insertion professionnelle et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, le renforcement de l'engagement citoyen et de l'éthique sociale des jeunes et l'amélioration des conditions d'épanouissement et de bien-être des jeunes. Le coût du PJ-Gouv est de 361 milliards de FCFA, dont 99 milliards de FCFA pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures de jeunesse.



L'INCLUSIVITE : L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

POLITIQUE DE DESCENTRALISATION & DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La décentralisation: Sur les dix dernières années, la Côte d'Ivoire a réalisé des performances remarquables en macroéconomie avec des indicateurs au vert qui témoignent de la capacité du pays à produire de la richesse. Se pose aujourd'hui, la question de redistribution de cette richesse. Les fruits de la croissance ne profitent pas encore à l'ensemble de la population.

Afin d'améliorer cette redistribution, une politique de décentralisation est mise en œuvre à travers, notamment, la création de 12 districts qui s'ajoutent à ceux d'Abidjan et de Yamoussoukro. Les Districts constituent de véritables pôles économiques qui offrent de nombreuses possibilités d'investissements,

Lutte contre le terrorisme : Finalement, en plus du PsGouv2, du PjGouv 2022-2023, la politique de décentralisation décrié par une certaine frange de la société permettent de renforcer aujourd'hui, le dispositif de protection des populations du Grand Nord en particulier, en proie à des assauts de groupes terroristes qui recrutent là où les poches de pauvreté sont les plus étendues, c'est-à-dire en zone rurale.

INFRASTRUCTURES MODERNES



TRANSPORT

Méto d'Abidjan, Transport lagunaire et BRT



INFRASTRUCTURES ROUTIERES

Ponts et autoroutes,



URBANISATION

Parc d'exposition, stades, centre de santé,



LES INFRASTRUCTURES :

LA TRANSFORMATION DU PAYSAGE URBAIN DU GRAND ABIDJAN

Les autorités ivoiriennes ont lancé des travaux d'envergure sur toute l'étendue du territoire. À Abidjan, les travaux concernent, le renforcement du transport lagunaire, le métro d'Abidjan, le Bus Rapid Transit (BRT) sur le boulevard Latrille et sur l'axe Yopougon-Bingerville, etc.

Le futur métro d'Abidjan, un investissement estimé à 1,4 milliard d'euros est financé par la France à travers un groupement d'entreprises composé des groupes français Bouygues, Alstom, Colas Rail et Keolis). Le métro comprendra deux voies, 18 stations, 21 ponts (rails et routes), et un viaduc sur la lagune Ébrié. Il permettra la mobilité d'environ 500 000 passagers par jour, sur 37,9 kilomètres, entre Anyama (nord d'Abidjan) et Port-Bouët (sud d'Abidjan).

On citera également, le quatrième pont Yopougon-Plateau d'un coût de 142 milliards de FCFA financé par la Banque africaine de développement (BAD) et l'État ivoirien, le pont Plateau- Cocody dont les travaux sont quasi terminés, l'aménagement de l'autoroute périphérique d'Abidjan connue sous le nom de Y4, l'agrandissement de la voie de Dabou qui part de l'autoroute du Nord jusqu'au carrefour de Jacquville, le parc des expositions moderne qui s'inscrit dans le cadre de la construction d'une Aérocity. Le Parc des expositions dont les travaux sont très avancés sera en mesure d'accueillir des salons d'envergure nationale et internationale, mais également des conventions et des congrès politiques, culturels ou religieux, ainsi que des événements sportifs.



LES INFRASTRUCTURES :

LES GRANDS TRAVAUX DE L'INTERIEUR DU PAYS

A l'intérieur du pays, les travaux de la route de la Côtière, longue de 353,5 kilomètres et reliant Abidjan à San Pedro, la seconde ville portuaire avancent très bien. Il en est de même pour le prolongement de l'autoroute de Yamoussoukro-Bouaké, longue de 106 kilomètres. La première section Yamoussoukro – Tiébissou a été inauguré récemment, en décembre 2022.

Aussi, les activités de la Société des transports abidjanais (SOTRA) ont été étendues à d'autres villes de l'intérieur du pays (Bouaké et Yamoussoukro) et prochainement (Korhogo et San Pedro)

Le pays accueille en janvier 2024, la Coupe d'Afrique des Nations de Football (CAN). les six stades qui serviront à cette compétition sont quasi prêts (le stade olympique d'Ebimpé, 60 000 places à la périphérie d'Abidjan ; le stade Félix Houphouët-Boigny, 33 000 places, à Abidjan ; celui de San Pedro, 20 000 places dans l'ouest du pays ; et ceux de Bouaké, 40 000 places, de Korhogo, 20 000 places et de Yamoussoukro, 20 000 places), au Nord et au Centre du pays.

Enfin, la finalisation du réseau national haut débit (RNHD), appelé Backbone National, est en cours. Il sera constitué d'un maillage de fibres optiques représentant 7 000 kilomètres. Ce sont 1 400 kilomètres de fibres optiques dans la zone Ouest et 622 kilomètres dans la partie Est qui ont été déployés. A cela il faut ajouter le lancement prochain de la 5G et l'effectivité de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) qui a transformé le paysage médiatique du pays.

ENVIRONNEMENT ET PRESERVATION DU CLIMAT



CHANGEMENT CLIMATIQUE
Impact sur l'économie ivoirienne



PRESERVATION DE LA FORET IVOIRIENNE
Le pays a initié de vastes projet de sauvegarde de sa forêt.



ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'ECONOMIE DU PAYS

Lors de la COP26 à Glasgow, en Écosse, la Côte d'Ivoire s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30,41 % d'ici à 2030. Un engagement qui a été réaffirmé lors de la 15ème Conférence des Parties (COP15) sur la Lutte contre la Désertification et la Sècheresse (CNULC) qui s'est tenue à Abidjan en mai 2022.

En effet, au classement des pays considérés comme les plus vulnérables face aux dangers liés au réchauffement de la planète, la Côte d'Ivoire se positionne à la 147^e place, sur 178 nations. Les conséquences du réchauffement climatique se font déjà ressentir. On constate déjà une augmentation de la température moyenne, qui se traduit par une chaleur excessive, une pluviométrie incertaine, des saisons des pluies irrégulières et des inondations fréquentes. Le vent sec de l'harmattan s'étend sur plusieurs mois de l'année, l'élévation du niveau de la mer entraîne des inondations et des déplacements de populations à Abidjan et le long du littoral.

Le réchauffement climatique intensifie les migrations des populations des zones sahéliennes vers la Côte d'Ivoire. Le changement climatique affecte également la cacaoculture du fait de l'augmentation de la température qui rend les terres plus arides et moins fertiles.



ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

LE COMBAT POUR LA PRESERVATION DE LA FORET

Face à l'urgence climatique, le pays compte sur la solidarité des nations riches et polluantes. Mais en attendant, il applique le principe du pollueur-payeur et encourage les citoyens ainsi que les entreprises à promouvoir des solutions innovantes de préservation de l'environnement et de lutte contre les effets du changement climatique.

En Côte d'Ivoire, 90 % de la forêt du pays a disparu en 60 ans. Le gouvernement a pour volonté de faire passer de 9,2 % à 20 % le couvert forestier d'ici à 2030 grâce au soutien massif des bailleurs de fonds internationaux. Et pour y arriver, il a décidé de reboiser 100 000 hectares chaque année. Un budget de 600 milliards de FCFA a été alloué au reboisement. De nombreuses opérations de planting d'arbres ont vu le jour. À ce jour, on estime que plus de 28 millions d'arbres ont été plantés.

En mai 2013, un décret a interdit la production, l'importation, la commercialisation, la détention et l'utilisation des sachets plastiques. La mesure semble difficile à appliquer et à faire respecter, mais de nombreuses initiatives innovantes de collecte, de trie et de recyclage existent et méritent d'être implémenter dans le pays.

La fermeture de l'immense décharge d'Akouédo, et sa transformation en un parc urbain avec, entre autres, des espaces verts, des aires de jeux et de sport, et un centre de formation aux métiers de l'environnement est une très belle initiative à souligner



ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

LE COMBAT POUR LA PRESERVATION DE LA FORET

Le secteur minier ivoirien représente 5 % du PIB du pays, un chiffre qui pourrait augmenter grâce à l'ouverture de nouvelles mines. En marge de ce secteur formel se développe malheureusement l'orpaillage clandestin qui utilise des moyens d'extraction nocifs pour l'environnement, mais aussi pour la santé.

L'État s'est engagé dans une lutte contre ces activités illégales en créant en 2018, une brigade spéciale pour réprimer, ainsi que condamner les infractions au code minier. Il est également ouvert des chantiers écoles dédiés à la formation des acteurs du secteur. Cependant, le contrôle du territoire s'avère complexe et il faut y penser en termes d'investissements.

LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENTS QU'OFFRE LE PND 2022-2025

Madame Nialé KABA – Côte d'Ivoire

- Ministre du Plan et du développement
- Gouverneur pays Banque Africaine de Développement (BAD),
- Gouverneur Banque Islamique de Développement (BID).

Coordinatrice du Groupe Consultatif pour le financement du Plan National de Développement (PND) et membre de la Conférence Internationale sur l'Émergence de l'Afrique (CIEA),



LE SECTEUR AGRICOLE

La Côte d'Ivoire dispose d'un grand potentiel de terres arables encore inexploitées, ce qui ouvre la voie à de nombreuses opportunités d'investissement dans le secteur de l'agriculture. La production, la transformation et la distribution ou l'exportation des produits agricoles constituent des opportunités d'investissement.

La Côte d'Ivoire offre des avantages fiscaux et encourage la création d'emplois et le développement de l'agriculture. Avec des partenariats stratégiques et de bons investissements tous les défis à l'investissement dans le secteur de l'agriculture peuvent être surmontés.

LE SECTEUR ENERGETIQUE

La croissance économique de la Côte d'Ivoire est impulsée en grande partie par son secteur de l'énergie. Le pays est riche en ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz naturel, le charbon, l'hydroélectricité et l'énergie solaire.

Il faut couvrir les besoins de la populations et en la matière, Il est possible de développer des projets dans le secteur énergétique, hydroélectriques et en énergie solaire grâce à un cadre juridique favorable à l'investissement avec des incitations fiscales pour les entreprises qui investissent

La découverte récente de plusieurs gisements de pétrole et de gaz, notamment le gisement de gaz d'Offshore Gazelle et le gisement de pétrole d'Espoir, offrent de nouvelles opportunités pour les investisseurs dans l'exploration et l'exploitation de ces ressources.

Le secteur reste largement dominé par l'État. Cependant, le potentiel de ce secteur est tel qu'il est toujours possible de financer des projets en regardant du côté des ministères concernés.

LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

Transport, logement, eau et d'électricité, les besoins sont énormes et offrent de nombreuses opportunités d'investissement pour les entreprises locales et internationales.

Le pays souffre d'un manque d'accès à l'eau potable dans certaines régions en dépit des projets existants. En lien avec les Districts, les régions ou communes, on pourrait faciliter financièrement des projets de construction de stations de traitement d'eau, de pipelines et de réservoirs, d'équipements nécessaires pour répondre à la demande croissante.

En matière d'accès à l'électricité, la Côte d'Ivoire est le premier producteur d'électricité en Afrique de l'Ouest. Toutefois, le pays a besoin d'investissements pour moderniser son réseau électrique et pour développer des énergies renouvelables. Des projets de construction de centrales solaires et éoliennes ont été lancés pour répondre à la demande croissante en énergie.

Enfin, les secteurs du logement, des routes constituent des secteurs dans lesquels la Côte d'Ivoire a besoin d'investissements.

LE SECTEUR DES TIC

Le secteur des TIC en Côte d'Ivoire offre donc des opportunités d'investissement intéressantes, avec un marché en croissance, une population jeune et connectée, un gouvernement favorable aux investisseurs et des investisseurs locaux et internationaux actifs. Cela fait de la Côte d'Ivoire est un marché attrayant et prometteur.

La demande est importante pour les entreprises de services TIC, notamment dans les domaines de la connectivité, du cloud computing, de la cybersécurité, de la numérisation, de la gestion de données, en Intelligence Artificielle et bien d'autres.

Le gouvernement ivoirien s'est engagé à développer le secteur des TIC en introduisant des mesures incitatives pour les investisseurs étrangers et locaux, tels que des avantages fiscaux, des subventions et des facilités d'investissement. Il a également lancé plusieurs programmes pour encourager l'innovation et la création d'entreprises technologiques, notamment à travers la création d'incubateurs et d'accélérateurs.

LE SECTEUR DU TOURISME

Le secteur du tourisme en Côte d'Ivoire est en plein essor et offre de nombreuses opportunités d'investissement. Le pays est réputé pour sa culture, son histoire riche, sa nature abondante, ses plages pittoresques et sa gastronomie, faisant de lui une destination touristique attrayante pour les visiteurs du monde entier.

Le gouvernement ivoirien a lancé un plan ambitieux pour développer le secteur du tourisme, avec pour objectif de doubler le nombre de touristes d'ici 2025. Ce plan comprend des mesures visant à améliorer les infrastructures touristiques, à promouvoir les sites touristiques, à renforcer les compétences dans le secteur du tourisme.

En termes d'investissements, il s'agira de profiter de ces initiatives pour développer des projets touristiques tels que des hôtels, des restaurants, des parcs d'attractions, des centres de villégiature et des complexes touristiques. La demande est très forte au niveau des services de tourisme écologique, culturel et de safari.

Le pays est devenu une plaque tournante des grands événements régionaux et internationaux. L'organisation de conférences, de rencontres internationales et des services de logistique événementielle constituent des opportunités à explorer,

CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le cadre juridique et réglementaire qui régit les investissements en Côte d'Ivoire est encadré par le Code des Investissements.

Le Code des Investissements est la loi de base qui régit les investissements dans le pays. Il énonce les droits et les obligations des investisseurs et des autorités administratives. Il fournit des avantages fiscaux et douaniers aux investisseurs, tels que des exonérations fiscales, des réductions de droits de douane et des avantages financiers.

Le Code des Investissements est complété par plusieurs autres lois et décrets qui régissent les investissements dans des secteurs spécifiques, tels que l'agriculture, l'énergie, les télécommunications et les mines.



QUELQUES STRUCTURES

Les organismes de réglementation des investissements à connaître sont :

- ❑ **CGECI (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire - Patronat ivoirien)**
- ❑ **Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI):** c'est l'agence gouvernementale responsable de la promotion et de la réglementation des investissements. Le CEPICI aide les investisseurs à s'enregistrer et à obtenir les autorisations nécessaires pour leurs projets. Il fournit également des informations sur les investissements, les secteurs économiques, les opportunités d'investissement et les réglementations applicables.
- ❑ **L'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP):** C'est une agence gouvernementale qui réglemente les appels d'offres publics. Les investisseurs qui souhaitent travailler avec le gouvernement ou soumissionner pour des projets publics doivent s'inscrire auprès de cette structure.
- ❑ **Le Guichet Unique de Développement des Entreprises de Côte d'Ivoire (GUDE-PME);** Lancé en décembre 2022, le GUDE est considéré comme la porte d'entrée des entreprises et destiné au financement et à l'accompagnement des entreprises, principalement des PME. Il vise à accélérer leur processus de développement.



QUELQUES PROGRAMMES

- ❑ **Le Programme Economique Pour l'Innovation et la Transformation des Entreprises (PEPITE-Côte d'Ivoire):** L'objectif principal de ce Programme est de renforcer les écosystèmes d'affaires de 15 pôles stratégiques, en sélectionnant des startups, des Très Petites Entreprises (TPE) et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ivoiriennes à fort potentiel, en vue de leur offrir un accompagnement technique et financier pour accélérer leur croissance.
- ❑ **Start up Boost Capital;** ce programme offre l'opportunité du financement et d'encadrement de start-ups formelles justifiant d'une existence minimum de deux années, et d'un fort potentiel d'innovation et de création d'emplois, pour des besoins de financement à partir d'un Million de francs CFA
- ❑ **Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ Gouv) :** La mise en œuvre du PJ-GOUV 2023-2025 est estimée à 1 118 milliards de francs CFA, répartis sur les différents axes du programme dont la réalisation des travaux de réhabilitation et de construction d'infrastructures destinées à la formation et à l'insertion professionnelle de 1,5 million de jeunes sur la période. Pour l'année 2023, ce sont plus de 360 milliards de francs CFA qui seront investis pour l'insertion de plus de 600 000 jeunes.



An aerial photograph of a city skyline, likely New York City, viewed from a high angle. The image is overlaid with a semi-transparent orange filter. In the center, a large dark circle contains the word "MERCI" in white, bold, sans-serif capital letters. The city features numerous skyscrapers and a dense urban layout, with a body of water visible in the background. The overall aesthetic is warm and professional.

MERCI